

Bolivie: le gouvernement et l'opposition sur la voie d'un accord

LA PAZ (AFP) - Après une semaine de troubles en Bolivie, où l'intervention de l'armée dans une province rebelle se poursuivait, l'ouverture d'un dialogue entre gouvernement et opposition faisait surgir lundi l'espoir d'une issue pacifique, qui devait être encouragée lors d'un sommet des chef d'Etats latino-américains.



Le gouverneur de la région de Tarija Mario Cossio et le vice-président bolivien Alvaro Garcia le 14 septembre 2008 à La Paz (© AFP - Aizar Raldes)

Les deux parties étaient sur la voie d'un accord pour mettre fin aux troubles, à l'issue d'une réunion de sept heures au palais présidentiel à La Paz, a rapporté lundi l'agence officielle ABI.

"Nous sommes sur la bonne voie", a déclaré Mario Cossio, porte-parole des départements dirigés par l'opposition libérale (Santa Cruz, Pando, Beni, Tarija et Chuquisaca), en conflit ouvert avec le président socialiste Evo Morales.

Après sept heures de discussions dans la nuit de dimanche à lundi, les négociations ont permis d'"atteindre 80% des bases d'un accord" ouvrant la voie au dialogue pour résoudre la crise politique, a expliqué M. Cossi, gouverneur du département de Tajira.

Le vice-ministre de la Décentralisation Fabian Yaksic s'est également félicité d'avoir jeté "les bases d'un accord" pour aboutir à un document qui "pourra être souscrit par tout le monde".

Les provinces d'opposition, qui détiennent les principales richesses naturelles, réclament une plus large autonomie et notamment la gestion du lucratif impôt sur les hydrocarbures.

Elles rejettent aussi le projet de Constitution et de réforme agraire que M. Morales, premier amérindien à la tête de l'Etat, veut faire adopter par référendum dans ce pays de 10 millions d'habitants, le plus pauvre d'Amérique du sud.

Le président Evo Morales devait regagner lundi La Paz, où se poursuivront les négociations, après avoir participé au Chili à une réunion extraordinaire de l'Union des nations sud-américaines (Unasur), consacrée à la Bolivie.

La présidente chilienne Michelle Bachelet a prôné par avance une "attitude positive et constructive" afin de "soutenir les efforts du peuple et du gouvernement bolivien".

Le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), José Miguel Insulza, a également appelé lundi à Santiago à la pacification pour éviter une situation "irréversible".

"La situation a été en s'aggravant et nous sommes arrivés à un point où soit l'on parvient immédiatement à la fin des hostilités et on passe à la négociation, soit la situation peut devenir irréversible", a-t-il dit.

Les heurts entre partisans des deux camps ont fait cette semaine au moins 18 morts, une centaine de blessés et une cinquantaine de disparus dans le département de Pando (nord) où l'état de siège est en vigueur depuis quatre jours.

L'armée achevait lundi de rétablir l'ordre dans cette petite province de 70.000 habitants, située à la frontière avec le Brésil, où des groupes armés avaient pris le contrôle d'édifices publics.

Les soldats recherchaient aussi le gouverneur de Pando, Leopoldo Fernandez, accusé d'avoir violé l'état de siège et organisé un massacre de paysans dans le village de Porvenir, où doit se rendre une commission d'enquête. Certains rapports non confirmés font état d'une trentaine de victimes.

Introuvable, M. Fernandez a affirmé qu'il n'avait "rien à voir" avec les exactions et promis qu'il ne serait "pas un fugitif", au cours d'un entretien téléphonique diffusé par la télévision.

En signe d'apaisement, les gouverneurs des autres provinces rebelles ont annoncé la suspension des manifestations et des blocages routiers.